

Loi sur le transport du grain de l'Ouest

Nous avons parmi nous beaucoup de députés qui ont grandi dans un village et ils savent combien la vie dans ces petits pâtélins est enrichissante sur le plan social. Or, quand le gouvernement libéral présente une mesure qui s'attaque au mode de vie des gens, il fait plus que leur soutirer de l'argent. Il s'attaque à ce qu'ils cherissent le plus. Ils vivent dans ces bourgades parce qu'ils tiennent à leur indépendance. Ils veulent diriger eux-mêmes leurs écoles, ils ont le sens de la communauté et ils veulent assurer la continuité. Ils ne le pourront plus à cause de ce projet de loi qui va favoriser la création des grandes agglomérations. Il facilitera le transport du grain de Regina à Saskatoon bien sûr. Mais il va aussi causer bien du tort aux villages. On fermera les élévateurs à grain de ces localités parce que le grain sera transporté par camions jusqu'aux grands centres. Il ne restera plus alors aux villageois qu'à aller eux-mêmes s'approvisionner dans ces grandes agglomérations. C'est pourquoi dans les petites localités, les magasins ferment.

Si un travailleur est obligé de faire la navette, pourquoi devrait-il rester sur sa terre? Pourquoi ne pas vivre à la ville et simplement se rendre à son exploitation? Cela peut paraître utopique, quelque chose d'invraisemblable, pourtant, depuis 50 ans, le Canada a perdu une bonne partie de sa population rurale et il est certain que le projet de loi va accélérer davantage ce processus. Si on enlève aux collectivités rurales un outil économique essentiel, à long terme, ces mêmes collectivités vont disparaître. Et c'est ce qui préoccupe notre parti.

Tout comme le député de Churchill, j'ai aussi d'autres préoccupations. J'ai déjà signalé que si on instaure des tarifs variables, le port de Churchill perdra sa clientèle. En somme il finira par fermer. Cela peut paraître normal pour certains députés libéraux et aussi quelques députés conservateurs, mais ce ne serait sûrement pas un événement heureux pour les habitants de Churchill qui vivent des activités du port et du tourisme. La majorité des touristes qui montent à Churchill pour voir le port, les baleines et les ours blancs, prennent le train. Il est certain que ces trains vont disparaître si le grain est détourné de cette voie. De sorte qu'en supprimant les expéditions de grain, non seulement les activités économiques vont s'éteindre mais aussi l'industrie touristique.

A la suite de l'adoption de la mesure à l'étude, les villages de ma circonscription dont les habitants travaillent à la voie ferrée, par exemple Wabowden, Gillam et Le Pas, vont s'étioler ou bien disparaître.

Je demande donc à la majorité libérale de considérer non seulement ce qui arrivera à la circonscription de Churchill, au port de Churchill et aux autres agglomérations qui seront affectées, mais aussi aux nombreux autres villages. Je voudrais aussi qu'ils tiennent compte de ce qui arrivera à d'autres localités plus importantes de l'Ouest. Car si le gouvernement préleve plus de dollars des goussets des céréaliers de l'Ouest, il en enlève également aux citadins. Les quelque \$6,000 et davantage que le cultivateur moyen devra verser aux chemins de fer ne pourront être dépensés dans les magasins des villes de l'ouest du Canada. C'est de l'argent qui en grande partie va quitter l'Ouest du Canada pour ne jamais plus y revenir. Il va

sûrement enrichir les sociétés ferroviaires, mais sûrement pas l'économie de l'Ouest.

J'irai même jusqu'à dire que cet argent ne sera même pas dépensé au Canada. Cela va porter un dur coup aux villes industrielles qui fabriquent les machines aratoires. Cet argent dont on prive les agriculteurs et les petits entrepreneurs des régions rurales, s'il n'est pas investi dans l'économie de l'Ouest, il n'est pas investi par conséquent dans l'économie du Canada tout entier. Cela coûte des emplois à des villes comme Churchill, Le Pas, Humboldt, Yorkton et Melville. De même, l'argent quitte le circuit économique de Regina, Winnipeg, Hamilton et d'autres villes canadiennes.

Ce projet de loi est très important. Quant à moi, je déplore que le gouvernement ait eu recours à la question préalable pour limiter le débat, nous enlevant ainsi toute possibilité de convaincre nos vis-à-vis qui ignorent à peu près tout de l'Ouest du Canada. Je ne leur en tiens pas rigueur, mais nous devons nous rendre à l'évidence: le gouvernement ne compte que deux députés de l'Ouest.

● (1840)

Le président suppléant (M. Blaker): Le député doit savoir que je lui ai fait signe à plusieurs reprises de conclure ses remarques. S'il lui reste une dernière phrase, qu'il la termine.

M. Murphy: Monsieur le Président, je ne vais pas demander le consentement unanime de la Chambre pour poursuivre puisque l'objectif poursuivi est justement de limiter le débat. Pour terminer, je dirai que cette mesure législative est beaucoup plus importante que ne le pense le gouvernement. Elle revêt une très grande importance et j'espère qu'il va réfléchir à ses actes et nous permettre de la débattre plus à fond en vue de bien comprendre ses conséquences.

L'hon. Jake Epp (Provencher): Monsieur le Président, au cours des 10 minutes à ma disposition, je tiens à me concentrer non seulement sur les répercussions du projet de loi, mais sur l'importance qu'il pourra avoir si on le modifie dans le sens proposé par notre parti, et plus précisément par le député de Végréville (M. Mazankowski), en vue de promouvoir les transports à travers le pays et de favoriser la diversification dans l'Ouest.

Pour ce faire, je suis revenu sur deux débats précédents. Le premier était celui de 1881 sur le bill initial qui a concrétisé l'accord conclu entre le gouvernement de l'époque, celui de John A. Macdonald, et le Canadien Pacifique, relativement à la construction de la voie ferrée. J'ai été assez troublé, pendant le débat, de voir les députés néo-démocrates s'élever contre le CP ou contre les chemins de fer comme s'ils n'avaient rien fait de bon. Lorsqu'on relit les débats, on constate que la loi avait pour objet de créer un réseau de transport visant à relier les colonies entre elles. C'était le but visé, et il n'y a certainement pas un député du NPD, aujourd'hui, qui voudrait prétendre que ce n'était pas un objectif valable ou qui oserait être en désaccord avec la vision des parlementaires d'antan.